

# POLITIQUE AMÉRICAINE



N° 27 /2016

La candidature d'Hillary Clinton à la présidentielle de 2016 enthousiasme les féministes aux États-Unis mais semble aussi laisser beaucoup d'électrices, notamment les plus jeunes, insensibles. Ce n'est que l'un des nombreux paradoxes du féminisme en politique que ce numéro de *Politique Américaine* se propose d'explorer. Si Sarah Palin, Hillary Clinton, Elizabeth Warren, Michele Bachmann, Nikki Haley ou Carly Fiorina occupent souvent le devant de la scène contemporaine, ces figures nationales ne doivent pas faire oublier la sous-représentation des femmes dans les instances élues, notamment au Congrès, ou la difficulté de leurs combats, aussi bien historiques (la conquête du suffrage) que quotidiens. Le numéro s'intéresse aussi aux femmes conservatrices, par exemple au sein du Tea Party, ainsi qu'aux fondements juridiques des droits des femmes.

Avec :

Pauline Delage  
Claire Delahaye  
Marion Douzou  
Aurélie Godet  
Fatma Ramdani  
Elisabeth Vallet

20 €  
ISBN : 978-2-343-08808-2



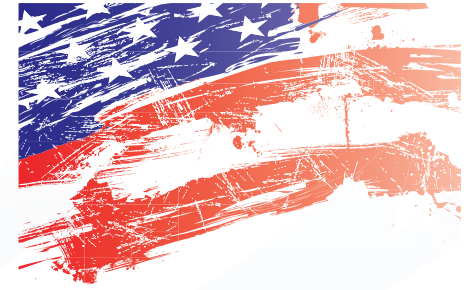
N° 27

POLITIQUE AMÉRICAINE



La féminisation de la politique aux États-Unis

# POLITIQUE AMÉRICAINE



N° 27 /2016

## LA FÉMINISATION DE LA POLITIQUE AUX ÉTATS-UNIS

*LA PERMANENCE DU « PLAFOND DE VERRE »  
FEMMES ET ACTIVISME CONSERVATEUR  
LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE PRIVÉE*



# POLITIQUE AMÉRICAINE



Directeurs de la publication  
et rédacteurs en chef

ALEXANDRA DE HOOP SCHEFFER

FRANÇOIS VERGNOLLE DE CHANTAL

## COMITÉ DE RÉDACTION

• DANIEL BÉLAND, *Université de la Saskatchewan* • ANNE-LORRAINE BUJON DE L'ESTANG, *revue Esprit* • FRÉDÉRIK DOUZET, *Université de Paris VIII*,  
• DENIS LACORNE, *Centre d'études et de recherches internationales (CERI Sciences-Po)*,  
• ALIX MEYER, *Université de Bourgogne* • VINCENT MICHELOT, *Institut d'études politiques de Lyon* • JULIEN ZARIFIAN, *Université de Cergy-Pontoise*

## CONSEIL SCIENTIFIQUE

**Akhil Reed AMAR**, *professeur de droit et de science politique, Faculté de droit, Université Yale*

**Suzanne BERGER**, *professeur de science politique, M.I.T., Massachusetts Institute of Technology*

**Bruce CAIN**, *professeur de science politique, Université Stanford, Californie*

**James W. CEASER**, *professeur de science politique, Université de Virginie*

**Jack CITRIN**, *professeur de science politique, Institute for Governmental Studies, Université de Californie, Berkeley*

**John D. DONAHUE**, *professeur de science politique, John F. Kennedy School of Government, Université Harvard*

**Francis FUKUYAMA**, *professeur de relations internationales, School of Advanced International Studies, Université Johns Hopkins*

**Charles O. JONES**, *professeur émérite de science politique, Université de Wisconsin-Madison*

**Robert O. KEOHANE**, *professeur de relations internationales, Université Duke*

**Charles A. KUPCHAN**, *professeur de relations internationales, Université Georgetown*

**David R. MAYHEW**, *professeur de science politique, Université Yale*

**Sidney MILKIS**, *professeur de science politique, Miller Center, Université de Virginie*

**Joseph S. NYE**, *professeur de relations internationales, John F. Kennedy School of Government, Université Harvard*

**Robert B. REICH**, *professeur d'économie politique, Université de Californie, Berkeley*

**Andrew RUDALEVIGE**, *professeur de science politique, Bowdoin College*

**Larry J. SABATO**, *professeur de science politique, Université de Virginie*

**Saskia SASSEN**, *professeur de sociologie, Université de Columbia*

**Steven SKOWRONEK**, *professeur de science politique, Université Yale*

**Anne-Marie SLAUGHTER**, *professeur de relations internationales, Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Université Princeton*

**Rogers SMITH**, *professeur de science politique, Université de Pennsylvanie*

**Ezra SULEIMAN**, *professeur de science politique, Université Princeton*

**Serge SUR**, *professeur des universités, Université de Paris-Panthéon-Assas*

**Bruno TERTRAIS**, *maître de recherches, Fondation pour la Recherche Stratégique*

**Margaret WEIR**, *professeur de science politique et de sociologie, Université de Californie, Berkeley.*

Maquette réalisée par Ata AYATI

Secrétaire de rédaction : Lélia ROUSSELET

Revue publiée en partenariat avec l'Institut des Amériques et avec le soutien du Centre National du Livre et du German Marshall Fund



© L'Harmattan, 2016  
5-7, rue de l'École Polytechnique ; 75005 Paris  
<http://www.editions-harmattan.fr>  
[diffusion.harmattan@wanadoo.fr](mailto:diffusion.harmattan@wanadoo.fr)  
ISBN : 978-2-343-08808-2  
EAN : 9782343088082

# Sommaire

Dossier dirigé par Aurélie Godet

<b>Éditorial</b> .....	5
ALEXANDRA DE HOOP SCHEFFER ET FRANÇOIS VERGNIOLLE DE CHANTAL	
<b>Introduction</b> .....	9
AURÉLIE GODET	
<b>La difficile ascension des femmes aux fonctions exécutives fédérales aux États-Unis</b> .....	15
ÉLISABETH VALLET	
<b>« Madame Smith Au Sénat » : l'impact des femmes sur la Chambre haute du Congrès</b> .....	33
AURÉLIE GODET	
<b>Le lobbying des suffragistes au Congrès (1913-1920)</b> .....	63
CLAIRE DELAHAYE	
<b>Les organisations féministes américaines à l'ONU : un exemple de diplomatie citoyenne</b> .....	85
FATMA RAMDANI	
<b>De la sphère domestique à la sphère politique : l'engagement des militantes <i>Tea Party</i></b> .....	113
MARION DOUZOU	
<b>Le débat sur les violences faites aux femmes aux États-Unis : les limites du consensus</b> .....	131
PAULINE DELAGE	
<b>Entretien avec Vincent Michelot et Jennifer Merchant</b> .....	147
RÉALISÉ PAR AURÉLIE GODET	
<b>Compte-rendu d'ouvrages</b> .....	153
<b>Abstracts</b> .....	167





# Les organisations féministes américaines à l'ONU : un exemple de diplomatie citoyenne

Fatma Ramdani\*

## Résumé

*Les organisations féministes américaines ont fait des quatre conférences onusiennes sur les femmes (1975-1995) et des congrès des ONG organisés en parallèle un nouvel espace de revendications et de militantisme transnational. Vingt années de mobilisation indéfectible leur ont permis de bouleverser le champ des relations internationales et les ont érigées en actrices du changement social. Leur continuelle exclusion du banc des négociations lors des conférences de la « Décennie des femmes » (1975-1985)*

*les a poussées à impulser une lecture féministe des problèmes contemporains dans la conceptualisation du discours démographique à l'ONU. Dans le contexte de l'après-guerre froide, appuyées par l'Administration Clinton, elles se sont inspirées de leurs propres institutions et ont lancé le Women's Caucus. L'efficacité et le professionnalisme de ce mécanisme de lobbying et de plaidoyer ont transformé les organisations féministes américaines en partenaires officielles de l'ONU.*

Partant du principe que politique intérieure et politique étrangère sont intimement liés dans le cas des États-Unis<sup>1</sup>, cet article appréhende la question de la représentation des femmes dans le champ politique étasunien à travers la mobilisation des organisations féministes américaines lors des conférences onusiennes sur les femmes<sup>2</sup>. Ces conférences ont pour particularité de conférer aux membres

.....  
\* Fatma Ramdani est maître de conférences en civilisation américaine à l'Université Paris 13 - Paris Nord. Ses recherches portent principalement sur les mobilisations féministes transnationales, « l'intersectionnalité » des rapports sociaux et la contribution des Afro-Américaines à l'histoire globale. Parmi ses publications : « L'internationalisation de la question féminine au début du XX<sup>e</sup> siècle », in *Les rôles transfrontaliers joués par les femmes dans la construction de l'Europe*, Guyonne Leduc, dir., L'Harmattan, Paris, 2012, et « Afro-American Women Activists as True Negotiators in the International Arena (1893-1945) », *The European Journal of American Studies*, vol. 10, n° 1, « Special Issue : Women in the USA », 2015.

1 Sur ce point, on se référera à DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAÏSSE, Justin. *La politique étrangère des États-Unis : fondements, acteurs, formulation*. Paris : Presses de Sciences Po, 2003.

2 Cet article résulte de recherches effectuées dans le cadre de ma thèse en civilisation américaine, dirigée par Pierre Melandri et soutenue en 2008, et dont l'intitulé était : « La position américaine lors des conférences onusiennes sur les femmes : 1975-1995 ».

de la société civile, et plus précisément aux organisations non gouvernementales, un statut consultatif. Les États-Unis, dont la Constitution et la tradition politique légitiment la participation de la société civile en lui octroyant la possibilité d'influencer l'action gouvernementale<sup>4</sup>, ont largement tiré parti de cette opportunité pour contribuer à l'instauration de nouvelles normes démographiques et à l'émergence d'un nouveau mode de gouvernance mondiale.

Quatre conférences onusiennes sur les femmes feront ici l'objet d'une étude de cas : Mexico (1975), Copenhague (1980), Nairobi (1985) et Pékin (1995). Par ailleurs, nous ferons référence aux trois conférences onusiennes sur la population – Bucarest (1974), Mexico (1984) et Le Caire (1994) – car, celles-ci s'étant déroulées un an avant la tenue des conférences sur les femmes, elles ont souvent mis en place le discours sur le rôle et la promotion des femmes dans le processus de développement.

Après une brève analyse du processus d'organisation d'une conférence onusienne, cet article se proposera d'étudier l'affirmation du pouvoir des femmes dans le domaine de la politique étrangère. En retraçant successivement l'évolution des conférences officielles et celle des forums parallèles des ONG sous le prisme de l'instrumentalisation de la question féminine dans le discours démographique onusien, nous nous interrogerons plus particulièrement sur le militantisme et l'influence des Américaines à l'ONU. En effet, à la suite de la Décennie des droits de la Femme (1975-1985), quatre féministes américaines – Bella Abzug (1920-1998), Adrienne Germain (1947-), Joan Dunlop (1934-2012) et Frances Kissling (1943-) se sont trouvées propulsées à la présidence des principales organisations féministes internationales au cœur de ce qui fut appelé « l'ONGisation de l'ONU »<sup>5</sup>. Quelles stratégies de mobilisation et de contestation ces militantes américaines ont-elles utilisées avant de réussir à imposer dans l'arène onusienne la voix d'un féminisme transnational reconnu comme force politique internationale ? Nous verrons qu'en dépit de son hétérogénéité et des tensions qui le traversent, le mouvement fémi-

.....  
3 Dès la création de l'ONU en 1945, l'article 71 de la Charte des Nations Unies et la résolution 1296 de la 44<sup>e</sup> Commission de mai 1968 cadrent la participation des organisations internationales non gouvernementales. Les ONG accréditées aux conférences ont la possibilité de contribuer à l'avancement des travaux en amont de ces diverses rencontres (mise au programme de questions, envoi d'observateurs et interventions en séances plénières). Elles peuvent également présenter leur position au moment de la conférence officielle lors des séances plénières ou encore faire partie des délégations officielles chargées de négocier les paragraphes restés entre parenthèses. De même, les participantes au forum des ONG ont la possibilité de relayer leurs revendications aux institutions onusiennes via les *briefings* quotidiens organisés par l'ONU.

4 Cf. le premier article de la Constitution (1787). Dans *Le Fédéraliste* n° 10 (1787), James Madison évoque la participation directe des citoyens leur permettant d'exercer un pouvoir politique et prône le développement de l'égalité statutaire des « citoyens nombreux », faisant ainsi référence au système de poids et contrepoids. Cf. UROKSKY, Melvin I. *Basic Readings in U.S. Democracy*. Washington: United States Information Agency, 1994, p. 45-48.

5 FALQUET, Jules. « L'ONU, alliée des femmes ? Une analyse féministe du système des organisations internationales ». *Multitudes*, n° 11, 2003, p. 180.

niste transnational qu'elles ont coordonné constitue un parfait exemple de la façon dont les femmes sont parvenues à défendre et à légitimer leur cause dans les instances internationales.

## L'instrumentalisation des mécanismes institutionnels américains et onusiens

### *De nouveaux espaces pour le militantisme*

Organisées dans le cadre des « décennies du développement » dont l'objectif est l'examen des questions démographiques et de leur impact sur le développement, les conférences onusiennes sur les femmes qui se déroulent entre 1975 et 1995 visent principalement à encourager les gouvernements à suivre de nouvelles politiques aux échelles nationale, régionale et internationale.

Une conférence onusienne se construit autour de deux événements majeurs : la conférence officielle et le congrès parallèle des ONG. Le point culminant de chaque conférence onusienne est l'adoption d'un plan d'action, compilation de recommandations définissant les mesures à prendre par l'ensemble des gouvernements dans tous les domaines. Même si ce document officiel n'a pas de véritable portée juridique, il n'en reste pas moins un outil de pression efficace auprès des gouvernements puisque ces derniers sont invités à suivre les grandes mesures adoptées. En fait, la tenue de la conférence officielle n'est que le dernier maillon d'une longue chaîne d'événements qui ont lieu dans les mois qui précèdent : congrès d'experts, conférences interrégionales ou encore commissions préparatoires appelées *PrepCom*<sup>6</sup>. Ces dernières, qui accueillent les représentants officiels des différents gouvernements afin qu'ils étudient les différentes versions du plan d'action de la conférence et en négocient les principaux amendements, représentent l'une des étapes déterminantes dans l'orientation de la conférence officielle. Elles se distinguent par une mobilisation active de divers acteurs aux aspirations parfois antagonistes. L'essentiel du plan d'action est finalisé lors de la dernière *PrepCom* et seuls les paragraphes sur lesquels aucun accord n'a été possible sont mis entre parenthèses et négociés au moment de la tenue de la conférence officielle<sup>7</sup>. La phase préparatoire des conférences gouvernementales multiplie ainsi les sphères d'influence pour les organisations féministes américaines.

Lorsque s'ouvre la première conférence de Mexico en 1975, divers groupes féministes américains œuvrent sur la scène nationale. Deux d'entre eux, issus des classes moyennes blanches et inspirés du mouvement pour les droits civiques,

.....  
6 Une conférence onusienne est précédée en moyenne de trois à quatre commissions préparatoires dont la durée peut aller d'une à quatre semaines.

7 À titre d'exemple, 60 % du programme d'action de la conférence de Pékin avaient été approuvés à l'issue de la dernière commission préparatoire en 1995.

s'attachent à remodeler entièrement le paysage social et politique américain<sup>8</sup>. D'une part, les féministes « libérales »<sup>9</sup> se préoccupent surtout de la lutte pour l'égalité entre hommes et femmes au travers de réformes législatives et judiciaires. D'autre part, les féministes « radicales » remettent en cause les définitions couramment admises de la féminité et se mobilisent notamment autour de la révolution sexuelle. La ratification de l'amendement pour l'égalité des droits (*Equal Rights Amendment*) par le Sénat en 1972 ainsi que la dépénalisation de l'avortement par l'arrêt *Roe v Wade* de la Cour suprême en 1973 représentent des avancées significatives pour ces deux groupes et entraînent la mobilisation quasi instantanée des forces conservatrices. Le parti républicain, sous l'influence grandissante du lobby chrétien conservateur, opte pour un durcissement idéologique sur la question du droit des femmes et de l'avortement en particulier. Il érige en exemples, face aux féministes libérales et radicales accusées d'ébranler le statu quo social, de nouvelles militantes féministes conservatrices<sup>10</sup>.

Parallèlement, en marge du mouvement féministe dit *mainstream*, les Américaines issues des groupes minoritaires, en butte à la double oppression du racisme et du sexisme, ont emprunté une voie différente et ont fondé leurs propres organisations<sup>11</sup>. À l'instar des théoriciennes du féminisme noir, elles vont profiter des conférences onusiennes sur les femmes pour exiger leur pleine participation à la démocratie américaine et vont, ce faisant, bousculer les discours dominants dans l'arène internationale.

.....  
8 C'est l'ouvrage *The Feminine Mystique* (1963), qui a formalisé la prise de conscience de l'oppression des femmes au début des années 1960. En 1966, son auteur, Betty Friedan, fonde la *National Organization of Women* (NOW). L'organisation se présente comme un groupe de pression politique en faveur de l'émancipation des femmes. Les quatre féministes américaines étudiées dans cet article appartiennent à ce mouvement, appelé communément mouvement féministe américain *mainstream* ou encore mouvement féministe des classes moyennes blanches.

9 Le terme « libéral » est ici utilisé dans son sens américain de « progressiste ».

10 Dès octobre 1972, Phyllis Schlafly (1924-) lance ainsi le mouvement *StopEra*, qui deviendra quelques mois plus tard *Eagle Forum*, l'une des principales organisations féministes conservatrices. En 1975, Beverly LaHaye (1929-) fonde l'organisation *Concerned Women of America* dans le but de contrecarrer le programme de l'organisation NOW. Ces deux organisations font de la défense de la famille leur principal cheval de bataille.

11 Citons parmi celles-ci la *National Black Feminist Organization* (NBFO) de New York (1973-1975), la *Black Women Organized for Action* (BWOA) de San Francisco (1973-1980), la *National Alliance of Black Feminists* (NABF) de Chicago (1976) et le *Combahee River Collective* (CRC) de Boston (1975-1980), dont l'un des textes (« La déclaration du Combahee River Collective ») reste l'un des textes clés du *Black Feminism*. À partir des années 1980, les féministes noires se mobilisent autour des questions de santé reproductive avec le lancement du *National Black Women's Health Project* (NBWHP) en 1984. En 1992, cette organisation réunira ses forces avec d'autres organisations féministes des mouvements minoritaires pour mettre en place le *Women of Color Coalition for Reproductive Health Rights* (WOCRRHR), une coalition de féministes américaines issues des minorités et dont l'impact sur le discours démographique onusien ne sera pas négligeable. Le *National Congress of Negro Women* (NCNW), fondé en 1935 par Mary McLeod Bethune, reste néanmoins l'organisation féministe afro-américaine la plus importante. Sa présidente, Dorothy Height, jouera un rôle non négligeable lors des conférences onusiennes sur les femmes.

En résumé, les conférences sur les femmes mettent en scène un mouvement polymorphe, à l'image de la panoplie d'organisations féministes créées au milieu des années 1960 et à l'image de l'étendue des revendications des Américaines. Ce schisme au sein du mouvement féministe américain va contribuer à enrichir les réflexions autour de la question du droit et du pouvoir des femmes au sein de l'arène onusienne.

### ***Un soutien non négligeable des Administrations Ford, Carter et Clinton***

Pour le gouvernement américain, les conférences onusiennes sur les femmes, parce qu'elles cherchent à promouvoir l'égalité et la protection des droits individuels, forces motrices de tout système démocratique, peuvent permettre aux États-Unis de mettre en avant leur modèle de démocratie participative, où le citoyen a un rôle à jouer dans l'élaboration des projets politiques. Lors de la phase préparatoire des conférences, à la différence de l'Administration Reagan, les Administrations Ford, Carter et Clinton choisissent clairement de collaborer avec les ONG féministes libérales dans l'élaboration de la politique américaine sur les femmes à l'ONU. Ces trois Administrations s'appuient sur les recommandations des organisations féministes relayées lors des conférences d'États qu'elles ont organisées en amont des conférences officielles<sup>12</sup>.

Les Américaines sont d'autant plus déterminées à poursuivre leur collaboration lors des conférences officielles que leur gouvernement semble les encourager dans cette nouvelle entreprise internationale en mettant en place des sessions quotidiennes de rencontres avec les délégations officielles, auxquelles elles peuvent soumettre des amendements aux plans d'action en négociation. De fait, les organisations féministes américaines utilisent ces tribunes, non seulement comme espace de revendication pour les droits des femmes, mais aussi comme terrain d'apprentissage de la sphère publique et de mise en œuvre de leur militantisme.

Le ton est donné dès la première conférence, organisée à Mexico en 1975. Le président Ford affirme qu'il considère la société civile comme la cinquième branche du pouvoir<sup>13</sup>. Cette conférence est une occasion unique de montrer au reste du monde que la société civile, en l'occurrence le mouvement féministe américain, est une force motrice de la démocratie américaine. La position américaine se veut le résultat d'un travail commun entre le gouvernement et les

.....  
12 L'Administration Ford (1974-1976) organise ainsi deux rencontres au sein de la Commission Nationale pour l'Année Internationale mise en place en avril 1975 pour coordonner les activités de la préparation de la conférence entre le gouvernement américain et l'ONU. L'Administration Carter (1976-1980) organise une rencontre au département d'État avec 800 membres de diverses organisations féministes, neuf conférences régionales qui rassemblent 4000 participantes et une conférence nationale. Quant à l'Administration Clinton (1992-2000), elle organise 12 rencontres régionales en amont de la conférence du Caire et 10 conférences d'États pour la conférence de Pékin.

13 Propos rapportés par Karen Keesling, directrice du Bureau pour les programmes féminins, dans son rapport intitulé « International Women's Year: A View from the White House », 1975, p. 2.

Américaines. « La délégation américaine a sérieusement cherché à intégrer les recommandations et les conseils des organisations non gouvernementales américaines à la Tribune et elle s'est efforcée au maximum de garder une communication à double sens tout au long des deux événements », se souvient Ruth Cluthen, présidente de l'organisation *The League of American Voters of the United States* et membre de la délégation officielle à Mexico<sup>14</sup>.

Vingt ans plus tard, en 1995, alors que la fin de la guerre froide supprime les principaux obstacles exogènes à l'exercice du leadership américain à l'ONU, l'Administration Clinton cherche elle aussi à promouvoir la diplomatie citoyenne et évoque même la notion de *shared responsibility*<sup>15</sup>. Comme l'annonce Timothy Wirth, tout juste nommé au poste de sous-secrétaire d'État aux Affaires globales, pour qu'un « gouvernement des citoyens, par les citoyens et pour les citoyens se répande sur toute la Terre », le partenariat avec les organisations féministes, meilleure garantie du leadership américain en matière de promotion des droits individuels, se doit d'être un modèle pour la communauté internationale. Il explique que « [n]ous devons admettre que les femmes assument un rôle essentiel et s'investissent dans le monde pour l'intérêt de leurs familles, de leurs communautés et de leurs pays. Elles savent ce dont ils ont besoin, et elles se doivent d'être des partenaires égales dans l'élaboration de programmes et de politiques »<sup>16</sup>. Par ailleurs, lors du discours qu'elle fait le 6 septembre au Forum des ONG, Hillary Clinton insiste sur l'une des caractéristiques historiques du peuple américain, à savoir le droit des personnes à se rassembler, s'organiser et débattre publiquement. Selon elles, les conférences onusiennes contribuent à renforcer ce qu'elle appelle « le pouvoir des citoyens aux échelles nationale et internationale ». Pour démontrer que les actes de l'Administration sont en harmonie avec ses discours, lors des réunions quotidiennes organisées avec les participantes des ONG au moment de la tenue de la conférence officielle, le département d'État américain a le souci constant de prendre en compte leurs revendications pour les intégrer à la position officielle américaine. La présence de Madeleine Albright parmi les délégués officiels à Pékin a également pour but de démontrer que le discours

.....  
14 « The US delegation actively sought the input and advice of American non-governmental organizations representatives at the Tribune and did all it could to keep two-way communication open throughout both conference ». CLUTHEN, Ruth C. « News Release from the League of American Voters of the United States: Women, Peace, Equality ». NARA, RG 220, Box 26, Report Mexico City Conference, 4 septembre 1975.

15 « Briefing on Foreign Aid Reform and the United Nations International Conference on Population and Development ». *The Congressional Coalition on Population and Development and the US Network for Cairo*, 1994.

16 « We must recognize that women are taking leadership around the world on their behalf and for the benefit of their families, their communities and their countries. They know what they need, and they must be equal partners in programs and policies ». WIRTH, Timothy E. « Statement to the Second Preparatory Committee for the International Conference on Population and Development, United Nations, New York City, May 11, 1993 ». *US Department of State Dispatch*, vol. 4, n° 22, mai 1993.

de l'Administration ne se limite pas à un simple cadre théorique. En sa qualité de représentante américaine à l'ONU, elle est l'exemple vivant de la volonté des États-Unis de promouvoir les femmes dans la sphère politique à des postes décisionnels<sup>17</sup>. Son expérience personnelle en fait à cet égard la meilleure promotrice des valeurs démocratiques américaines<sup>18</sup>.

Par ailleurs, la composition de la délégation officielle valide l'objectif affiché par l'Administration Clinton. En effet, à Pékin en 1995, les membres de la société civile représentent 37 % de la délégation officielle américaine, contre 15 % en 1975 à Mexico. En outre, le choix de militantes féministes comme Bella Abzug ou Adrienne Germain (à l'œuvre dans l'arène onusienne depuis la première conférence sur les femmes de Mexico) comme principales conseillères de la délégation officielle prouve l'influence des leaders féministes américaines sur le banc des négociations et démontre qu'elles ne sont plus de simples collaboratrices, mais de véritables partenaires<sup>19</sup>. En d'autres termes, la composition de la délégation américaine suggère à elle seule que l'après-guerre froide amorce une nouvelle ère dans laquelle les réseaux transnationaux non étatiques exerceront une influence indéniable en matière de construction de normes internationales<sup>20</sup>. La question est de savoir comment les féministes américaines sont devenues des actrices incontournables de ces réseaux.

### *Du statut d'observatrices à celui de négociatrices*

Les trois premières conférences onusiennes sur les femmes – Mexico (1975), Copenhague (1980) et Nairobi (1985) – ont lieu dans le contexte de la guerre froide et les questions politiques exogènes empêchent tout dialogue constructif sur les droits des femmes. À l'instar des autres gouvernements, les États-Unis instrumentalisent la question des femmes pour propulser certaines priorités politico-économiques telles que l'instauration d'un nouvel ordre économique ou la question du Moyen-Orient. Ainsi, à Mexico, alors que la délégation officielle américaine est représentée dans une large majorité par des femmes, celles-ci

.....  
17 À sa nomination en janvier 1993, le président Clinton a promu le poste d'ambassadeur américain à l'ONU au rang ministériel.

18 D'origine tchécoslovaque, sa famille s'était réfugiée à Londres après l'invasion nazie. Son père avait demandé l'asile politique à Washington au moment du coup de Prague. Elle a été le premier représentant à l'ONU à n'être pas né citoyen américain. Cf. LIPPMAN, Thomas W. *Madeleine Albright and the New American Diplomacy*. Boulder, Colorado: Westview Press, 2000.

19 Ainsi, notons à titre d'exemple que le chapitre 15.8 du plan d'action de la conférence du Caire de 1994 reconnaît le rôle déterminant des ONG dans le processus de développement aux échelons national et international. De même, le paragraphe 15.10 mentionne la notion de « partenariat ». Dans le programme d'action de la conférence de Pékin, on dénombre 102 mentions de la contribution des ONG.

20 TUSSIE, Diana et RIGGIROZZI, Maria Pia. « Pressing Ahead with New Procedures for Old Machinery: Global Governance and Civil Society ». In RITTBERGER, Volker (dir.). *Global Governance and the United Nations System*. New York : United Nations University Press, 2001, p. 158-180.



endossent le simple statut d'observatrices<sup>21</sup>. Leur méconnaissance du système bureaucratique onusien et des questions de politique étrangère les empêche de présenter leurs priorités, telle la question de la violence. De plus, ces déléguées américaines, qui appartiennent au mouvement des classes moyennes blanches, font l'apprentissage de la dure réalité des femmes du Sud. Ces dernières ont une tout autre conception du féminisme. Elles estiment que la redéfinition des structures du pouvoir ne repose pas uniquement sur la remise en cause de la société patriarcale. Elle passe par le partage des richesses et doit tenir compte des préoccupations d'ordre économique liées au néo-colonialisme et à l'impérialisme des sociétés occidentales. Les revendications des féministes du Nord, à savoir l'accès à une carrière professionnelle, à des postes à responsabilité ou encore la question du choix de disposer de son corps, sont considérées comme des revendications de luxe par les femmes du Sud, qui ne veulent pas que cette conférence se résume à l'exportation du féminisme de Madison Avenue<sup>22</sup>.

En 1980, les débats autour de la domination patriarcale ou le sexisme lancés par la Nouvelle-Zélande et l'Australie dégénèrent en véritable controverse. Les États ne considèrent pas ces préoccupations féministes comme des entraves au développement<sup>23</sup>. La délégation officielle étasunienne fait profil bas, confirmant ainsi que ses membres n'ont toujours pas acquis les compétences requises pour négocier sur les bancs onusiens. Ces débats prouvent également que le mouvement féministe international n'est pas encore assez organisé pour être en mesure d'influer sur certaines priorités politiques nationales au profit de la question des femmes. En fait, seules les Afro-Américaines, en marge du mouvement féministe blanc dominant, instrumentalisent l'arène onusienne pour en faire un nouvel espace privilégié de contestation à l'échelle internationale, leur objectif principal étant d'obtenir des retombées positives à l'échelle nationale<sup>24</sup>. Dès Mexico, elles s'étaient rapprochées des mouvements féministes du Sud, avec lesquels elles partageaient de nombreuses revendications. Lorsque l'Administration Carter décide d'envoyer à Copenhague une délégation qu'elle souhaite plus représentative de la population américaine et qu'elle y inclut trois Afro-Américaines – Vivian Lowery Derryck (1945-), responsable de l'organisation des conférences d'État, Alexis Herman (1947), directrice du *Women's Bureau* au sein du ministère du Travail, et Dorothy Height (1912-2010), à la tête de la plus importante organisa-

21 WALTON, Hanes Jr. *Black Women at the United Nations. The Politics, A Theoretical Model, and the Documents*. San Bernardino, California: The Borgo Press, 1995, p. 13.

22 STERBA, James p. « Women Find Unity Elusive at Parley ». *New York Times*, 24 juin 1975.

23 Signalons qu'à Mexico et à Copenhague le G77 parvient à ajouter le sionisme à la liste des entraves institutionnelles au développement, qui incluait jusque-là l'apartheid et le néo-colonialisme.

24 Pour une analyse de la question de l'interaction entre les militantismes international et national, lire BUNCH, Charlotte. *Passionate Politics: Feminist Theory in Action*. New York : St. Martin's Press, 1987 (notamment le chapitre « Bringing the Global Home ») et RUPP, Leila J. *Worlds of Women. The Making of an International Women's Movement*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1997. Ce dernier pose la problématique d'un point de vue historique.

tion féministe afro-américaine, le *National Congress of Negro Women* (NCNW) –, celles-ci se rapprochent des déléguées officielles africaines et élaborent une résolution « Femmes et discrimination raciale » qui condamne le racisme touchant les femmes de couleur. Comme l'Administration Carter avait mis en avant sa politique de défense des droits individuels aux États-Unis et à l'étranger avant le départ de la délégation officielle<sup>25</sup>, les trois Afro-Américaines entament un véritable bras de fer avec l'Administration et réussissent à contraindre cette dernière à introduire la résolution<sup>26</sup>. Elles peuvent ainsi démontrer à la communauté internationale qu'elles sont capables d'assumer un rôle de leader lors des négociations<sup>27</sup>.

Cinq ans plus tard, en 1985, la conférence sur les femmes de Nairobi, toujours entièrement orchestrée par des hommes, met principalement en avant la politique musclée de Reagan. La menace de boycott de la conférence par l'Administration Reagan devient l'arme de restauration de la suprématie américaine. La défense de la cause féministe, alors en inadéquation avec les valeurs de l'Administration, est reléguée au second plan. L'objectif essentiel pour l'Administration Reagan est l'adoption d'un plan d'action en harmonie avec les principes et intérêts américains<sup>28</sup>. À l'évidence, dans le contexte de la guerre froide, les États-Unis sont incapables de promouvoir une politique des droits des femmes à l'échelle internationale et les discours féministes ne sont que rhétorique hypocrite<sup>29</sup>.

En 1995, la donne est complètement différente. La conférence de Pékin a lieu à un moment où les États entrent dans une nouvelle phase de coopération et sont donc plus sensibles aux revendications de leurs concitoyennes et concitoyens. La participation de Hillary Clinton est vue avec raison comme un geste de défi vis-à-vis des lobbies et *think tanks* conservateurs et d'un Congrès à majorité républicaine. La première dame des États-Unis érige les organisations féministes américaines libérales au rang de partenaires officielles et reconnaît que « ... [l]e

.....  
25 Le président Carter considère que la promotion des droits individuels est un des fondements de la politique extérieure américaine. De plus, sa vision du concept desdits droits englobe ce qu'il appelle les droits économiques et sociaux.

26 Pour une étude détaillée de la participation des Afro-Américaines aux conférences onusiennes sur les femmes, voir RAMDANI, Fatma. « Mobilisations et stratégies des Afro-américaines dans un espace transnational : l'ONU (1975-1995) ». In ARRIZABALAGA, Marie-Pierre, BURGOS-VIGNA, Diana, YASTA, Mercedes (dir.). *Femmes sans frontières. Stratégies transnationales féminines face à la mondialisation, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. Berne : Peter Lang, 2011, p. 213-230.

27 En fait, la démonstration de la force militante des Afro-Américaines s'affirme tout au long de l'organisation des quatre conférences. Leur militantisme et leur conceptualisation spécifique des problématiques contribuent à combler le fossé culturel qui sépare les féministes américaines libérales et les femmes du Sud. Ainsi, plusieurs paragraphes du programme de Pékin (paragraphes 32, 46, 80, 118, 225 et 232) reconnaissent le concept de « double discrimination », résultat de l'active mobilisation des Afro-Américaines depuis la phase préparatoire. Dorothy Height, présidente de la NCNW, fait là encore partie de la délégation officielle.

28 À Nairobi, l'Administration Reagan fait plier la majorité onusienne et parvient à obtenir le retrait du concept de sionisme de la liste des racismes.

29 COOPER, Nancy et WILKINSON, Ray. « Women: A 'U.N. Battlefield' ». *Newsweek*, 29 juillet 1985.

changement ne s'opère véritablement que quand elles parviennent à amener les gouvernements à prendre les dispositions adéquates »<sup>30</sup>. Au-delà de ce soutien aux organisations féministes nationales, Clinton se présente comme la porte-parole des femmes du monde. Son discours très médiatisé, « Women's Rights are Human Rights and Human Rights are Women's Rights », place l'amélioration de la condition des femmes dans le monde comme condition sine qua non pour l'avancement des nations et du monde. Dorénavant, les questions majeures de la guerre froide sont remplacées par de nouveaux clivages qui s'articulent autour des questions de la famille, de la maternité, de la santé et des droits des femmes en matière de reproduction, principales lignes de fracture au sein de la société américaine à la même époque<sup>31</sup>. La dénonciation de l'impérialisme américain, dénominateur commun des conférences précédentes, continue, à cette différence près qu'elle n'a plus pour origine le bloc de l'Est ou le G77, mais le Vatican et les groupes conservateurs de la droite américaine. En d'autres termes, à partir des années 1990, les luttes d'influence ne reposent plus sur un nouvel ordre économique mondial, mais sur un nouvel ordre idéologique culturel qui gravite autour des droits des femmes<sup>32</sup>. Cette évolution prouve que les ONG féministes ont marqué de leur empreinte les travaux et discours onusiens. En fait, indépendamment de l'évolution géopolitique, la mobilisation et l'évolution des mouvements féministes américains au moment de la tenue des forums des ONG ont été des facteurs déterminants dans la conquête de l'espace onusien.

### ***Les forums des ONG : terrain d'apprentissage et de prise de pouvoir***

Les forums parallèles des ONG sont au cœur de la problématisation de la question du genre à l'ONU. La structure même des conférences parallèles des ONG est à l'origine du développement d'une approche purement féministe des problèmes internationaux. Arènes d'échanges et de circulation des revendications féminines, espaces de cadrage des revendications et des problèmes contemporains, les forums des ONG font émerger une panoplie de questions novatrices et occultées dans les débats officiels, telles les questions de violence conjugale, de santé reproductive, la division sexuée du travail, la mondialisation de l'économie et son impact sur les femmes. Les conférences parallèles des ONG, espaces de réflexion théorique, de présentations d'études empiriques ou encore de partages

.....  
30 CLINTON, Hillary. « Remarks to the NGO Forum on Women, Huairou, China ». 6 septembre 1995. Disponible en ligne : [http://clinton4.nara.gov/WH/EOP/First\\_Lady/html/generalspeeches/1995/ngo.html](http://clinton4.nara.gov/WH/EOP/First_Lady/html/generalspeeches/1995/ngo.html). Consulté le 30 septembre 2015.

31 Sur l'importance croissante des *culture wars* dans l'Amérique clintonienne, lire HUNTER, James Davison. *Culture Wars. The Struggle To Define America*. New York : Basic Books, 1991.

32 C'est ce qu'annonçait le conservateur Pat Buchanan lors de la convention républicaine de 1992 au Texas : « Une guerre religieuse est en train d'avoir lieu dans notre pays pour sauver l'âme de l'Amérique. C'est une guerre culturelle, qui est aussi capitale que l'était la guerre froide, pour l'avenir de notre pays ». Disponible en ligne : <http://www.c-span.org/video/?31255-1/republican-national-convention-address>. Consulté le 30 septembre 2015.

de pratiques quotidiennes, s'organisent autour de diverses sessions de rencontres qui peuvent prendre la forme de séminaires, de tables rondes ou de distribution de rapports, pamphlets et *newsletters*. Parallèlement, des sessions plus culturelles autour de panneaux d'affichage, de projections de films, d'expositions d'objets artisanaux ou encore de représentations musicales constituent de nouvelles formes d'information sur la condition des femmes et permettent de multiplier les échanges plus informels. À Pékin en 1995, ce sont ainsi environ 4 000 ateliers qui sont organisés lors de la conférence parallèle des ONG.

À l'image des conférences officielles, les congrès des ONG de la « Décennie de la Femme » (1975-1985) sont marqués par de nombreux clivages. Les dissensions entre les divers mouvements féministes (féministes du Nord et féministes du Sud, groupes majoritaires et groupes ethniques minoritaires) s'expriment avec virulence. Néanmoins, l'évolution des congrès parallèles est différente de celle des conférences officielles.

En fait, dès Nairobi, le rapprochement entre Afro-Américaines et femmes du Sud, alors en supériorité numérique, se confirme et commence à ébranler le discours démographique. Les deux groupes, qui estiment que la liberté de choix ne doit pas se cantonner à la seule possibilité de mettre fin à toute grossesse non désirée, mais doit permettre à toute femme le droit d'avoir un enfant et de l'élever dans des conditions décentes (ce que ne mentionnent pas les politiques démographiques internationales, qui occultent en fait les problèmes de pauvreté et de santé maternelle et infantile), contestent le discours hégémonique des Occidentales dans le domaine des droits reproductifs et les contraignent à se décentrer de leur position dominante. Parallèlement, l'exclusion et la marginalisation continues des femmes au sein des débats officiels et la large réélection de Reagan, dont les principaux chevaux de bataille sont la réduction des programmes sociaux, le retour aux valeurs traditionnelles et la sacralisation de la femme au foyer, conduisent les têtes pensantes et leaders du mouvement féministe américain à opérer des rapprochements constructifs, à procéder à un meilleur cadrage des priorités et à se mobiliser autour de thèmes fédérateurs<sup>33</sup>. Par ailleurs, les programmes de développement à l'étranger fondés par l'USAID (*United States Agency for International Development*)<sup>34</sup> ou les grandes fondations comme la fondation Ford sensibilisent les Américaines aux revendications de leurs homologues du Sud et promeuvent de nouvelles alliances<sup>35</sup>. Enfin, la multiplication

.....  
33 Les femmes de couleur représentent plus de 60 % des participantes.

34 En 1961, le Congrès a signé le *Foreign Assistance Act* (loi sur l'assistance aux pays étrangers) qui réorganise l'aide à l'étranger. En novembre 1961, le président Kennedy a donné son accord pour la création de l'USAID (*United States Agency for International Development*), première agence gouvernementale dont la mission est l'administration des programmes d'assistance économique aux pays étrangers.

35 Notons que c'est à la suite d'une rencontre consultative lancée par la fondation Ford qu'est mis en place le réseau DAWN (*Development Alternatives With Women for a New Era*).

des centres d'études féminines dans les universités étasuniennes contribue à l'évolution du discours théorique sur le féminisme.

Ainsi, fortes de leur visibilité à Nairobi, les femmes du Sud ont l'audace de contester et de remettre en cause les discours dominants. Elles lancent leurs propres réseaux et introduisent un schéma analytique qui préconise une remise en cause totale des rapports sociaux et des rapports de pouvoir entre pays du Nord et pays du Sud. La question du rôle des femmes dans le développement est en effet liée au contexte impérialiste et néo-impérialiste, aux questions politiques et macro-économiques<sup>36</sup>.

Au cours des années 1990, les politiques d'ajustement structurel qui se traduisent par la féminisation de la pauvreté, la montée des fondamentalismes religieux, la fin de la guerre froide et la mondialisation des échanges sont autant de facteurs qui consolident le rapprochement entre les féministes des différentes régions du monde. Les conférences parallèles des ONG sont, là encore, au cœur de la transformation du mouvement féministe américain. Mais quelle a été l'influence réelle des Américaines dans la mobilisation des divers mouvements féministes ?

En fait, la force des militantes féministes américaines repose sur la pérennité de leur mobilisation. En effet, à l'inverse des représentants gouvernementaux, les activistes des ONG représentent la seule source de continuité dans les travaux des conférences onusiennes. Leur présence et leur engagement ininterrompu sur cette période de vingt ans représentent un instrument de pression efficace sur les gouvernements successifs. Les quelques données chiffrées sur la participation des Américaines que nous avons compilées (voir Annexe 1) sont révélatrices à bien des égards. Leur poids numérique y apparaît clairement. À Mexico et à Pékin, elles représentent respectivement plus de 25 et 23 % de la totalité des participantes aux deux forums des ONG. À Pékin, le seul nombre des participantes américaines dépasse le nombre total de délégués officiels. Or, on sait à quel point le nombre et la mobilisation tous azimuts peuvent infléchir les rapports de force entre délégués gouvernementaux et membres de la société civile. De ce point de vue, il est indéniable que la visibilité, la capacité d'organisation des Américaines et leurs moyens financiers dès les premières conférences sur les femmes ont impulsé une dynamique auprès de l'ensemble des divers mouvements féministes. Les conférences d'État organisées lors des phases préparatoires ont initié les leaders des organisations féministes aux techniques de lobbying et de plaidoyer qu'elles ont ensuite exportées dans l'arène onusienne. Trop nombreuses sont les initiatives lancées par les Américaines pour être recensées dans cet article. L'annexe 2 reprend les principales stratégies et techniques de mobilisation qu'elles ont coordonnées lors

.....  
36 DEVAKI, Jain, *Women, Development and the UN. A Sixty-Year Quest For Equality and Justice*,  
Bloomington : Indiana University Press, 2005, p. 96.

des conférences des années 1990. Pour comprendre l'évolution de leur influence, il est essentiel de revenir sur quelques actions marquantes au cours des quatre conférences.

C'est à l'instigation des féministes américaines que sont lancées, dès Mexico (1975), des sessions de protestation ainsi que l'élaboration d'une version alternative au plan d'action de la conférence, approuvée par 2000 militantes des diverses régions du monde puis présentée à la secrétaire générale de la conférence, Helvi Sipilä, ainsi qu'à la presse<sup>37</sup>. Cette version alternative est le fruit de la volonté des féministes présentes au congrès parallèle d'exercer un véritable pouvoir de décision à la table des discussions. Toutefois, le projet de plan alternatif ne peut être déposé en raison des règles de procédure, témoignage concret que les femmes n'ont aucune connaissance des pratiques onusiennes. De plus, à l'instigation du gouvernement mexicain alors à la tête du G77, des manifestants exhortent les Américaines à quitter Mexico, martelant des slogans du type « *Yankee, Go Home* »<sup>38</sup>. Betty Friedan (1921-2006), figure emblématique du féminisme américain de la deuxième vague, parle alors d'un véritable sabotage de la conférence, mais affirme que de tels slogans sont aussi la preuve que le mouvement féministe commence à représenter une force certaine<sup>39</sup>. Cette prise de conscience motive d'autant plus les Américaines dans leurs actions. À Nairobi (1985), Betty Friedan organise une série de séminaires sur l'avenir du féminisme au titre symbolique (« À l'ombre d'un figuier »), au cours desquels elle recommande une meilleure mise en réseau des différents mouvements féministes afin de provoquer le changement social<sup>40</sup>. C'est donc réellement à Nairobi que les Américaines comprennent qu'elles n'ont d'autre choix que de tenir compte du pluralisme du mouvement féministe américain et des revendications des femmes du Sud si elles ne veulent pas condamner leur propre mouvement à la paralysie.

Au terme de la « Décennie des Femmes » (1975-1985), quatre féministes américaines libérales – Bella Abzug (1920-1998), Adrienne Germain (1947), Joan Dunlop (1934-2012) et Frances Kissling (1943-) – se trouvent à la tête de puissants réseaux transnationaux féministes. Ces quatre Américaines sont prêtes à s'emparer du processus onusien, à initier un remaniement des politiques démographiques et à devenir des partenaires à part entière. Instaurant des stratégies institutionnelles efficaces et sophistiquées (formation de *caucus* thématiques ou identitaires, organisations de séminaires locaux et internationaux, publications, coopération directe avec les gouvernements et

37 STEPHENSON, Carolyn. « Women's International Nongovernmental Organizations at the United Nations ». In WINSLOW, Anne (dir.). *Women, Politics, and the United Nations*. Westport: Greenwood Press, 1995, p. 142-143.

38 SHELTON, Isabelle. « Did Women Get It Together in Mexico City ? ». *Washington Star* (article non daté, photocopié aux archives de College Park, Washington).

39 KLEMESRUD, Judy. « UN Inquiry Urged on Chile's Women ». *New York Times*, 1<sup>er</sup> juillet 1975.

40 SELIGMAN, Ruth. « Meet Her Under the Fig Tree ». *News and Views, NGO Forum' 85*, Forum 80, 15 juillet 1980, CD ONU, 2000.



médias, utilisation des nouvelles technologies de l'information), elles sont au cœur de la transformation du mouvement féministe en force transnationale organisée. Elles incarnent une nouvelle ère des relations internationales qui légitime la force politique des citoyens et, dans notre cas, la voix des femmes<sup>41</sup>.

## Féministes américaines et gouvernance mondiale

### *Exportation du modèle institutionnel américain*

Les conférences onusiennes sur les femmes représentent un nouvel espace de ressources, d'opportunités et de militantisme international et offrent de nouvelles ambitions aux activistes américaines<sup>42</sup>. Bella Abzug, Joan Dunlop, Adrienne Germain et Frances Kissling, quatre militantes de la deuxième vague du féminisme, appartiennent au mouvement féministe progressiste. Leur activisme à l'échelle nationale ainsi que leur mobilisation lors des conférences onusiennes donnent une dimension plus universaliste à leur engagement. Bella Abzug œuvre non seulement pour le droit et l'égalité des femmes dans le cadre des institutions, mais aussi elle est très sensible aux questions d'inégalité sociale. Reconnue pour son franc-parler, elle n'hésite pas à contester les politiques d'austérité des diverses Administrations. Quant à Joan Dunlop, Adrienne Germain et Frances Kissling, elles sont au cœur du développement du mouvement pour la santé qui, dès le début des années 1970, politise la question de la santé et des droits reproductifs des femmes.

Diplômée de l'université de droit à Columbia en 1947, pacifiste, militante pour le droit des femmes et des minorités, Bella Abzug se lance dans la sphère politique et entre à la chambre des Représentants dans le 19e district de New York (1970-1976). En avril 1975, alors qu'elle occupe son siège de parlementaire depuis cinq ans, elle est nommée à la Commission Nationale pour l'Année Internationale de la Femme, l'organisme mis en place pour coordonner les activités de la préparation de la conférence entre le gouvernement américain et l'ONU. En juin, elle fait partie des dix parlementaires nommés à la délégation officielle pour la conférence de Mexico. Sa participation à cette conférence internationale entame un tournant dans sa carrière politique et sociale. Mexico s'avère être une véritable prise de conscience de l'universalité de la condition féminine et du statut inférieurisant des femmes. Elle comprend que les femmes doivent unir leurs voix et leur forces pour proposer une lecture féministe des problèmes contemporains. Alors qu'elle fait l'expérience de l'impuissance des femmes dans l'arène officielle

.....  
41 KELLEY, John Robert. « The New Diplomacy: Evolution Of A Revolution ». *Diplomacy & Statecraft*, vol. 21 n° 2, p. 289. Disponible en ligne : <http://dx.doi.org/10.1080/09592296.2010.482474>. Page Consulté le 10 janvier 2014.

42 TARROW, Sidney. « La contestation transnationale ». *Cultures & Conflits*, vol. 38-39, été-automne 2000, p. 2. Disponible en ligne : <http://conflits.revues.org/276>. Consulté le 4 janvier 2015.

onusiennne, elle n'hésite pas, au sein du congrès parallèle, à critiquer le système capitaliste américain qui engendre également un « Tiers-Monde » au sein des États-Unis et à dénoncer les méfaits de la mondialisation et de ses conséquences désastreuses sur les femmes<sup>43</sup>. Toutefois, la seule visibilité numérique des femmes à cette conférence la persuade que « plus rien n'arrêtera les femmes »<sup>44</sup>. Elle veut mettre à profit sa propre expérience politique et organise, à la Tribune, le forum parallèle des ONG, un séminaire « Women, Power and the Future ». Cet atelier, qu'elle reconduira à Copenhague cinq ans plus tard, résume ses ambitions. Elle y explique que les conférences onusiennes sur les femmes doivent être un outil dans leurs mains des femmes afin qu'elles deviennent une force politique active dans leur société et dans les relations internationales<sup>45</sup>. Se basant sur sa pratique personnelle de la politique aux États-Unis – elle a compris la nécessité d'infiltrer l'institution pour négocier de nouveaux droits – elle ancre également son militantisme onusien dans les tactiques élaborées au sein du *National Women's Political Caucus*, groupe de lobbying bipartite lancé en 1971 avec ses homologues féministes, Gloria Steinem (1934-) et son homologue parlementaire Shirley Chishom (1924-2005) et dont l'objectif est d'accroître la participation des femmes dans le processus politique. Elle comprend particulièrement bien l'importance du plan d'action comme instrument d'aide à la promotion de la condition des femmes. Les organisations féministes doivent prendre la responsabilité d'être les gestionnaires de cet outil précieux. C'est donc dès le lancement de la phase préparatoire qu'elles doivent agir sur la formulation des plans d'action.

Parallèlement, à Mexico, Joan Dunlop et Adrienne Germain, militantes américaines dans le mouvement pour la santé des femmes, commencent à critiquer les politiques démographiques promues à l'ONU et dont les États-Unis sont les principaux promoteurs<sup>46</sup>. Déjà, lors de la première conférence sur la popula-

.....  
43 Cité dans *Xilonen*. Publié du 19 juin au 2 juillet 1975, ce quotidien des ONG fait un compte rendu des principales activités et actions menées par les ONG féministes. La rubrique « News and Views » du 2 juillet fait référence au discours de Bella Abzug dans lequel elle utilise le terme de « Tiers-Monde », CD ONU, 2000.

44 KLEMERSUD, *art. cit.*

45 « Copenhagen offers an opportunity for the mobilisation of women to become increasingly active as a political force in their societies and in international politics ». ROWLEY, John. « Mexico Underrated and Undermined, Copenhagen Must Break Out of Straitjacket ». *Forum 80*, 15 juillet 1980. In United Nations Division for the Advancement of Women, *Women Go Global, The United Nations and the International's Women's Movement, 1945-2000*, CD ONU, 2000.

46 D'origine britannique, Joan Dunlop s'installe aux États-Unis en 1960, date à laquelle elle commence à travailler pour la fondation Ford. En 1972, elle est recrutée par John D. Rockefeller. Active dès la première conférence sur la population de Bucarest en 1974, elle devient l'une des leaders du mouvement féministe international pour la santé et fonde en 1984 l'*International Women's Health Coalition*, dont elle restera la présidente jusqu'en 1998. Adrienne Germain, diplômée en sociologie et démographie de l'Université de Berkeley, travaille pour la fondation Ford pendant quatorze ans puis part quatre ans au Bangladesh, où elle s'implique dans les programmes de santé et d'éducation pour les femmes. À son retour en 1984, elle se joint à Joan Dunlop pour coordonner les activités de l'IWHC, dont elle deviendra la présidente en 1998.



tion organisée à Bucarest en 1974, Dunlop s'était illustrée en rédigeant le discours de John D. Rockefeller, l'un des principaux protagonistes du mouvement pour le contrôle des naissances dans l'arène internationale et fondateur en 1952 du *Population Council* au sein des Nations Unies. Elle avait réussi à le convaincre qu'il fallait aborder les questions démographiques sous l'angle social<sup>47</sup>. Celui-ci avait donc insisté sur l'amélioration de la condition des femmes comme préalable à une politique de développement efficace. Un an plus tard, à Mexico, un séminaire international rassemblant 95 féministes de 55 pays, parmi lesquelles Adrienne Germain, poursuit la réflexion. Le rapport rédigé à l'issue des débats précise qu'« il ne peut y avoir de développement que si l'on adopte une approche globale des questions de santé, d'alimentation et de planification familiale »<sup>48</sup>.

À Nairobi en 1985, Adrienne Germain et Joan Dunlop, qui vient de fonder l'*International Women's Health Coalition* (IWHC), ainsi que la militante féministe *pro-choice* Frances Kissling, de l'organisation *Catholics for a Free Choice* (CFFC)<sup>49</sup>, estiment que la conférence est le moment opportun pour proposer un réexamen des politiques démographiques<sup>50</sup>. Avec le soutien de leurs homologues afro-américaines et du réseau *DAWN* (*Development Alternatives With Women for a New Era*), elles mettent en place une série de séminaires sur la santé reproductive des femmes. Ensemble, elles articulent leur pensée autour du refus de l'instrumentalisation et de la manipulation du corps des femmes à des fins politiques et coercitives. Ces séminaires mettent en exergue les lacunes des politiques démographiques onusiennes : les programmes qui ne tiennent pas compte des besoins et des droits des femmes sont voués à l'échec<sup>51</sup>.

Fortes de leur succès à Nairobi, Joan Dunlop et Adrienne Germain poursuivent leurs efforts lors des phases préparatoires des conférences du Caire (1994)

.....  
47 CRITCHLOW, Donald T. *Intended Consequences. Birth Control, Abortion and the Federal Government in Modern America*. New York : Oxford University Press, 1999, p. 179-183.

48 TINKER, Irene et BRAMSEN, Michele Bo. *Women and World Development*. Washington DC : Overseas Development Council, 1976, p. 166.

49 Cette organisation, fondée par Kissling en 1973 et dont elle demeura la présidente jusqu'à sa retraite en 2007, professe une vision libérale du catholicisme et s'oppose au Vatican sur les questions des droits reproductifs des femmes.

50 Rappelons ici que la seconde conférence sur la population organisée à Mexico en 1984 a eu lieu quelques jours avant la convention républicaine de 1984 à Dallas. Lors de cette conférence, pour satisfaire les revendications des groupes *pro-life*, alors que les Administrations précédentes ont enfin réussi à obtenir le consensus autour des programmes de planification familiale, Reagan a instauré la *Mexico City Policy*. Cette politique a mis fin au financement par les États-Unis des grandes organisations qui fournissaient des programmes de planification familiale, comme l'UNFPA, et a ainsi privé des millions de femmes dans le monde de l'accès aux moyens de contraception.

51 Adrienne Germain cite SEN, Gita et CROWN, Karen. *Development Crisis and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*. London : Earthscan, 1987. In GERMAIN, Adrienne et ORDWAY, Jane. *Population Control and Women's Health: Balancing the Scales*. New York : International Women's Health Coalition and Overseas Development Council, juin 1989, p. 4.

et de Pékin (1995). Elles font circuler une pétition intitulée « La Déclaration des femmes au sujet des politiques démographiques » (*Women's Declaration on Population Policies*), signée par 2288 femmes et hommes dans 105 pays entre septembre 1992 et mars 1993. Un an plus tard, en avril 1994, lors de la troisième *PrepCom* organisée en vue de la conférence du Caire, vingt militantes de la *Women of Color Coalition for Reproductive Health Rights* travaillent aux côtés de l'IWHC à une déclaration sur les questions de pauvreté, de développement et de population (*Statement on Poverty, Development and Population*), qu'elles lisent en séance plénière et dont elles distribuent 600 exemplaires aux délégués officiels. Cette déclaration cherche à sensibiliser la communauté internationale aux politiques discriminatoires qui ciblent plus particulièrement les femmes issues des minorités aux États-Unis<sup>52</sup>. Dans ces deux outils de plaidoyer, les principes énoncés reposent sur le respect de la personne et de l'intégrité du corps en matière de droits sexuels et de reproduction et excluent toute politique quantitative au détriment de la liberté procréative. Assurément, les féministes américaines veulent laisser leur empreinte sur l'orientation des politiques démographiques du XXI<sup>e</sup> siècle. Les relations privilégiées qu'elles entretiennent avec l'Administration Clinton et leurs stratégies de mobilisation, par le biais du *Women's Caucus*, sont autant de facteurs qui contribuent à l'émergence d'un discours révolutionnaire dans l'arène onusienne sur les droits reproductifs des femmes.

### ***Le Women's Caucus : une institution dans l'institution***

C'est en 1991, lors de la phase préparatoire du Sommet Planète Terre, que Bella Abzug, alors âgée de 71 ans et présidente de l'organisation WEDO (*Women's Environment and Development Organization*) qu'elle a fondée un an plus tôt, décide de prendre la responsabilité de coordonner les actions des différents mouvements féministes<sup>53</sup>. Devant le silence qui règne sur la question des femmes, pourtant premières victimes de la crise écologique, elle manifeste sa colère et s'empresse de faire ses propres recommandations auprès du département d'État américain. Elle estime en effet que seule la mise en réseau et l'accès direct aux décideurs peuvent déclencher un effet de levier efficace. Dès août 1991, elle lance le *Women's Caucus*, un regroupement de coalitions de femmes de toutes les régions du monde dont la principale mission est d'impliquer directement le plus grand nombre d'ONG dans l'élaboration des premières versions des plans d'action via la proposition quotidienne d'amendements et un lobbying direct auprès des délégués officiels nationaux et des gouvernements sympathisants<sup>54</sup>. L'efficacité du *Women's Caucus* est quasi instantanée. Si la première version du plan d'action du Sommet de la Terre ne comportait qu'une seule référence aux femmes dans

.....  
52 US of Women Color Delegation. « The National Black Women's Health Project ». Ford Foundation Archives, 1993-1994.

53 Le sommet Planète Terre doit débiter en juin 1992.

54 WEDO. *Bella Abzug, 1920-1998*. New York : WEDO, document non daté, p. 8.

deux rubriques différentes, la version finale adoptée en juin 1992 y consacre un chapitre entier : « Action mondiale en faveur de la participation des femmes à un développement durable et équitable » (chapitre 21). On compte par ailleurs plus de 172 références aux femmes dans l'intégralité du document<sup>55</sup>.

Au vu d'une telle efficacité, il devient clair pour l'Administration Clinton que le règlement des problèmes internationaux contemporains passe par une collaboration étroite avec les ONG. Ces dernières ont des ressources financières considérables, une véritable maîtrise des problématiques et une connaissance du terrain qui fait souvent défaut aux gouvernements et aux agences internationales. Ainsi, très vite, au contact des ONG féministes et de leurs leaders, Timothy Wirth est sensibilisé à la vision des féministes libérales. L'influence de ces dernières oriente la position de l'Administration Clinton au cours des phases préparatoires des conférences du Caire et de Pékin. Les premiers discours de Timothy Wirth dans les instances internationales gravitent principalement autour des questions de l'explosion démographique. Aucune référence n'est faite à la question des femmes. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux des conférences, le discours américain intègre la question de la santé des femmes au cœur du discours démographique. Lors des *PrepCom*, les féministes américaines, telles Adrienne Germain, Bella Abzug ou encore Dorothy Height, présidente du NCNW (*National Congress of Negro Women*), deviennent les conseillères de la délégation officielle et l'Administration Clinton se déclare déterminée à faire participer le *Women's Caucus* aux délibérations à tous les stades de l'organisation des conférences du Caire et de Pékin<sup>56</sup>.

Le *Women's Caucus* devient le lobby le plus influent au sein de l'ONU et son professionnalisme est applaudi par Nafis Sadik, la Secrétaire générale de la conférence du Caire (1994)<sup>57</sup>. Il rassemble à lui seul 25 % de la totalité des représentants de la société civile pour cette conférence<sup>58</sup>. Bella Abzug dirige les ONG à la manière d'un grand chef d'orchestre. Sessions de formation à la négociation pour les nouveaux membres, répartition précise des tâches, constitution de groupes de travail par bloc régional portant sur chacun des chapitres des plans d'action, nomination de coordinateurs, contacts permanents avec certains délégués officiels pour la proposition d'amendements et suivi des débats à la minute près permettent la mise en œuvre d'une action coordonnée infaillible. Ce sont

55 CHEN, Martha Alter. « Engendering World Conferences: The International Women's Movement and the United Nations ». *Third World Quarterly*, vol. 16 n° 3, 1995, p. 482.

56 The President's Interagency Council on Women. *Report to the President from the United States Delegation to the United Nations Fourth World Conference, Beijing, China, September 4-15, 1995*. 25 octobre 1995. Disponible en ligne : <http://secretary.state.gov/www/picw/archives/oct95.html>. Consulté le 15 septembre 2015.

57 WEDO. « Women's Caucus/WEDO Activities at the Cairo Population and Development Conference ». *News and Views*, vol. 7 n° 2, septembre 1994, p. 3.

58 SINGH, Jyoti Shankar. *Creating a New Consensus on Population. The International Conference on Population and Development*. London : Earthscan Publication Limited, 1998, p. 132-133.

en tout 400 à 500 participantes qui se trouvent chaque jour impliquées dans les groupes de travail du *Women's Caucus*.

Nous sommes donc en présence d'un groupe capable de réagir instantanément à chacun des points abordés au moment de la conférence officielle et qui connaît désormais le fonctionnement onusien dans ses moindres détails. Cette mobilisation hors pair permet d'obtenir des avancées significatives dans le domaine du statut des femmes dans le monde. Le *Women's Caucus* obtient ainsi l'adoption par consensus des chapitres-clés et de ceux qui sont les plus novateurs du plan d'action de la conférence du Caire : ceux sur les droits en matière de reproduction et de santé reproductive (chapitres 4, 7 et 8)<sup>59</sup>. La contribution du *Women's Caucus* ancre le discours démographique dans un nouveau modèle où les droits de la femme, plus précisément le contrôle de son corps et de sa fonction reproductrice, sont vus comme une garantie d'efficacité des politiques publiques.

Pour la conférence de Pékin (1995) qui est alors le plus grand rassemblement onusien avec ses 17 000 participants, le *Women's Caucus*, devenu une sorte de « semi-institution » selon les termes de Bella Abzug, s'érige en porte-parole des ONG dans les instances onusiennes et gouvernementales<sup>60</sup>. Avant même que la troisième *PrepCom* (15 mars-7 avril 1995) ne débute, pour faire face aux forces conservatrices menées par le Vatican, le lobby féministe établit un comité de rédaction destiné à proposer une version modifiée du programme d'action de Pékin. Composé de 27 femmes des cinq continents, il modifie certains paragraphes dans leur totalité. À l'issue de la rencontre, l'ONU organise une semaine officielle de négociations (du 31 juillet au 4 août 1995) pour tenter d'aplanir quelques divergences et pour ne pas retarder l'avancement de la conférence

.....  
59 *Earth Negotiations Bulletin*. Disponible en ligne : <http://www.iisd.ca/vol06/>. Consulté le 15 septembre 2015. Le paragraphe 4.1 stipule entre autres qu'« améliorer la condition de la femme a aussi pour effet de rendre celle-ci plus apte à prendre des décisions à tous les échelons dans tous les domaines de la vie, dont la sexualité et la procréation, ce qui est essentiel pour le succès à long terme des programmes de population... ». Le paragraphe 7.2 précise que les droits en matière de procréation « reposent sur la reconnaissance du droit fondamental de tous les couples et des individus de décider librement et avec discernement du nombre de leurs enfants et de l'espacement de leurs naissances et de disposer des informations nécessaires pour ce faire, et du droit de tous d'accéder à la meilleure santé en matière de sexualité et de reproduction. Ce droit repose aussi sur le droit de tous de prendre des décisions en matière de procréation, sans être en butte à la discrimination, à la coercition ou à la violence, tel qu'exprimé dans des documents relatifs aux droits de l'homme... ». Enfin, le paragraphe 8.25 traite plus précisément de la question de l'avortement : « L'avortement ne devrait, en aucun cas, être promu en tant que méthode de planification familiale. Tous les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées sont vivement invités à renforcer leur engagement en faveur de la santé de la femme, à traiter les conséquences des avortements pratiqués dans de mauvaises conditions de sécurité en tant que problème majeur de santé publique et à réduire le recours à l'avortement en étendant et en améliorant les services de planification familiale ».

60 HIGER, Amy J. « International Women's Activism and the Cairo Conference ». In MEYER, Mary K. et PRÜGL, Elisabeth (dir.). *Gender Politics in Global Governance*. New York : Routledge, 1999, p. 136.

officielle. La dernière action de lobbying est menée lors de cette phase. Bella Abzug produit trois documents de plaidoyer traduits dans cinq langues différentes (anglais, espagnol, français, arabe et chinois)<sup>61</sup>. Distribués aux ONG et à l'ensemble des délégués gouvernementaux qui doivent participer à la session officielle, consultables en ligne et mis à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux des délégués, ces documents sont de véritables outils de pression sur les gouvernements<sup>62</sup>. Selon WEDO, l'organisation internationale dont Bella Abzug est présidente, le programme d'action de la conférence de Pékin a intégré environ 67 % des recommandations émises par le *Women's Caucus*. De même, les paragraphes 97 et 106 qui réaffirment les droits en matière de santé reproductive ont été maintenus malgré la mobilisation des forces conservatrices. À l'évidence, le *lobbying* au moment de la phase préparatoire a été un facteur crucial d'influence sur les débats et les décisions<sup>63</sup>.

Si l'efficacité du *Women's Caucus* est saluée par la majorité des participants à la conférence de Pékin, les Américaines sont également accusées d'avoir imposé leurs priorités au détriment d'autres domaines fondamentaux (alimentation, éducation, emploi) dans lesquels les effets de la mondialisation néolibérale se font beaucoup plus sentir. Les femmes du Sud, notamment, envient la surreprésentation des Américaines et leurs ressources financières et technologiques considérables. À l'évidence, face aux féministes américaines libérales, elles ne peuvent envisager l'ONU comme un espace collaboratif équitable<sup>64</sup>. Par ailleurs, la seule légitimation de concepts tels que ceux de « genre » ou de « santé reproductive », et plus particulièrement l'accès à « l'avortement légal et médicalisé » tel que défendu par le président Clinton en personne, prouve que les organisations féministes américaines libérales continuent de dominer les négociations. Ce discours permet aux conservateurs américains de mettre en place un contre-discours dans lequel ils s'attaquent au féminisme transnational des années 1990 en le qualifiant de version moderne du féminisme libéral américain<sup>65</sup>. Pour autant, il est intéressant

61 Les trois documents s'intitulent *Women's Linkage Caucus Recommendations on Bracketed Text in the WCW Draft Platform for Action*, *Take the Brackets off Women's Lives*, *Women's Linkage Caucus Advocacy Chart* et *A Pledge for Gender Justice*.

62 WEDO. *A Brief Analysis of the UN Fourth World Conference on Women Beijing Declaration and Platform of Action*. New York : WEDO, p. 2-3. Document non daté remis par WEDO.

63 HILKKA, Pietilä. *Engendering the Global Agenda: The Story of Women and the United Nations*. New York : United Nations Non-Governmental Liaison, 2002, p. 59.

64 DESAI, Manisha. « Le transnationalisme : nouveau visage de la politique féministe depuis Beijing ». *Revue internationale des sciences sociales*, n° 184, 2005, p. 355.

65 WILSON, Mercedes. « Family of the Americas Committee on International Relations. House of Representatives. United Nations Fourth World Conference on Women ». *Hearings before the Subcommittee on International Operations and Human Rights*, 18 juillet – août 1995, p. 42-44. Signalons à cet égard qu'en 1995 *Concerned Women of America*, qui représente la plus importante organisation féministe conservatrice avec plus de 600 000 membres, se voit refuser, dans un premier temps, son accréditation à la conférence de Pékin. Lorsque le sénateur Jesse Helms (républicain de Caroline du Nord) intervient directement auprès de Madeleine Albright afin que Beverly LaHate fasse partie de la délégation officielle, sa demande reste sans réponse.

de signaler que même les femmes du Sud reconnaissent que le militantisme de Bella Abzug et du *Women's Caucus* a réussi à faire progresser le programme politique féministe à l'ONU<sup>66</sup>.

À l'aube du vingtième et unième siècle, les nouvelles technologies de l'information et les nouveaux outils de mobilisation abolissent davantage les frontières nationales et donnent une nouvelle dimension à l'influence des ONG féministes. En novembre 2002, au moment de la deuxième réunion préparatoire de la région Asie-Pacifique pour le dixième anniversaire de la conférence du Caire, les États-Unis déclarent qu'ils ne sont plus en mesure de réitérer leur engagement en faveur du plan d'action adopté en 1994. Aussitôt, les ONG féministes américaines libérales lancent un appel à l'ensemble de la communauté féministe via leurs listes de diffusion. Elles s'opposent à toute tentative de l'Administration Bush d'anéantir le consensus obtenu au Caire et refusent que leur gouvernement impose au reste du monde sa « guerre contre les femmes ». La circulation sur la toile du discours de la décision des États-Unis, de lettres de protestation à l'attention du président G.W. Bush et de son vice-président Dick Cheney par le *Women's Global Network for Reproductive Rights*, dont l'IWHC est un membre actif, ainsi que la signature de pétitions en ligne créent une solidarité sans précédent et neutralisent la position américaine. L'IWHC décide d'informer son réseau de l'avancement des débats de la réunion préparatoire de la région Asie-Pacifique via ses listes de diffusion en précisant : « Faites circuler comme bon vous semble »<sup>67</sup>.

Parallèlement, l'organisation *Catholics for a Free Choice* (CFFC) – dont Frances Kissling est toujours la présidente – lance la campagne *See Change*. Celle-ci a pour but de sensibiliser les pays européens à la présence, dans le projet du Traité constitutionnel de l'Union européenne, de l'article 37 qui confère aux Églises un droit d'intervention régulière dans la politique de l'Union. Elle vise, plus précisément, à remettre en question le statut privilégié d'observateur permanent du Vatican à l'ONU<sup>68</sup>. Alors que les Églises, et plus particulièrement l'Église catholique, exercent une pression croissante sur les États pour une remise en cause des droits reproductifs des femmes, CFFC entame un nouveau partenariat avec le Mouvement Français pour le Planning Familial. Ce dernier, qui défend une Europe laïque, lance sa première campagne *See Change* en France en 2003<sup>69</sup>. En ce début de vingtième et unième siècle, les organisations féministes américaines

.....  
66 DESAI. *op. cit.*, p. 355.

67 « ISRRRC briefing notes/talking points on background ESCAP – Use as you wish! ». New York : IWHC, 13 novembre 2002.

68 Ce statut, obtenu en 1967, donne au Vatican les mêmes privilèges qu'un État (droit de participer aux débats et aux votes lors des conférences). Aucune autre institution religieuse ne jouit de ce statut privilégié. Déjà en 1999, au moment de la phase préparatoire pour la conférence de Pékin+5, CFFC avait lancé une campagne de mobilisation pour demander aux Nations Unies de changer le statut du Saint Siège à l'ONU.

69 Communiqué de presse du Mouvement Français pour le Planning Familial, avril 2003, Paris, archives du MFPF.



continuent donc de mobiliser la communauté internationale pour la défense des droits des femmes.

## Conclusion

Plus de vingt années de mobilisation des féministes américaines ont contribué à la démocratisation de l'ONU. Ces militantes ont su s'approprier la sphère politique internationale et devenir des partenaires incontournables des États et de l'ONU. Un tel activisme transnational correspond à la conception de la diplomatie citoyenne promulguée par l'Administration Clinton et annonce une nouvelle ère de gouvernance mondiale dans le monde de l'après-guerre froide.

Le partenariat collaboratif entre les féministes libérales et l'Administration Clinton se veut être la réponse efficace pour la remise en ordre d'un monde de plus en plus interdépendant. Le rapport établi par la délégation officielle à l'attention du président Clinton pour la conférence de Pékin reconnaît officiellement que le consensus autour des questions démographiques est le fruit du travail des ONG féministes, de leurs actions de plaidoyer et de leur lobbying auprès des instances nationales et internationales : « Nous avons parcouru tout ce chemin parce que les militantes à la base se sont mobilisées pendant vingt ans »<sup>70</sup>.

L'hommage rendu à Bella Abzug par le secrétaire général Kofi Annan en 1998<sup>71</sup> ou encore le prix des Nations Unies en matière de population remis à Adrienne Germain en juin 2012 pour sa contribution au discours démographique promu à l'ONU résumant et reconnaissent l'influence des Américaines dans l'arène internationale.

En mars 2015 s'est tenue la 59<sup>e</sup> session de la Commission sur la condition de la femme, qui marquait également le 20<sup>e</sup> anniversaire de la quatrième conférence mondiale sur les femmes de Pékin. L'engagement des Américaines est resté une constante de ces rencontres. Celles-ci ont notamment contribué à la conceptualisation de nouvelles problématiques contemporaines, telles que l'égalité réelle, la justice climatique ou encore le droit à l'éducation sexuelle. Ainsi, une version alternative du rapport officiel de l'Administration Obama a été élaborée à l'initiative de l'organisation Change (*Center for Health and Gender Equality*) dirigée par Serra Sippel, ancienne responsable de la division internationale de *Catholics for a Free Choice*. Ce contre-rapport, fruit de la collaboration de plusieurs organisations féministes dont l'*International Women's Health Coalition*, a cherché à mettre en évidence les lacunes du gouvernement américain en matière de mise

70 Le texte en anglais est le suivant : « We are here today because women at the grassroots level have organized for twenty years to bring us all forward ». The President's Interagency Council on Women, *op. cit.*

71 Annan a qualifié Abzug de « guide de la communauté des ONG et pionnière de la promotion des femmes ».

en œuvre des recommandations des instances onusiennes. Suite à la publication du rapport dans la presse, l'Administration Obama a été amenée à reconnaître officiellement les questions de santé et de droits reproductifs lors d'une déclaration devant la division ONU-Femmes. Quant au *Women's Caucus*, il est devenu l'instrument de lobbying par excellence du comité des ONG à l'ONU. Pour Pékin+20, ce comité a élaboré un guide d'une quarantaine de pages traduit dans quatre langues (anglais, français, espagnol et arabe). La brochure, mise en ligne par l'organisation WEDO, explique aux activistes féministes toutes les stratégies et tous les outils susceptibles d'influencer le processus de décision. L'engagement sur les réseaux sociaux, nouvelle forme d'un travail collaboratif transnational, y est encouragé. Par ailleurs, WEDO continue d'assurer la formation aux outils de plaidoyer pour les féministes des diverses régions. Présente à la COP 21 de Paris en décembre 2015, WEDO a été au cœur de la coordination et de l'organisation de sessions, parmi lesquelles « Gender Day », pour une meilleure justice climatique pour les femmes et l'humanité.

Néanmoins, l'un des principaux défis pour les organisations féministes américaines reste la mise en œuvre effective des mesures adoptées au sein des sessions de la Commission sur la condition de la femme. À ce jour, 187 pays ont ratifié la CEDAW (la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes) adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 1979. Les États-Unis restent la seule nation occidentale à ne pas avoir signé cette convention. Le Sénat américain refuse de procéder à la ratification de ce traité international pour le droit des femmes, malgré les exhortations de l'Administration Obama et des organisations féministes. En inscrivant les questions de sexualité comme un aspect fondamental et positif du développement humain, les conférences du Caire et de Pékin ont créé un cadre conceptuel et normatif international pour les droits des femmes. Les forces conservatrices estiment que la signature de la CEDAW constituerait une véritable menace pour la souveraineté américaine car, selon elles, le traité onusien est un mécanisme qui cherche à promouvoir l'internationalisation du droit à l'avortement et semble davantage représenter une version moderne de l'Amendement sur l'Égalité des Droits (*Equal rights Amendment*). Cette réalité démontre la fragilité des gains féministes face aux groupes de pression conservateurs. Parallèlement, le flambeau du combat féministe n'a pas été repris de façon vigoureuse par la nouvelle génération de femmes, qui tient pour acquis des gains pourtant constamment menacés. La légitimité de la société civile dans la gouvernance mondiale est, en outre, de plus en plus remise en cause par une nébuleuse d'acteurs non étatiques (multinationales, leaders religieux, etc.). Enfin, depuis juillet 2010, l'ONU a regroupé tous les organismes dédiés à la promotion de l'égalité des sexes sous l'entité ONU Femmes<sup>72</sup>. La nouvelle entité

.....  
72 Citons parmi les organismes concernés la Division de la promotion de la femme (DAW), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) ou encore l'Institut international



s'inscrit dans le cadre de la réforme de l'ONU qui vise à regrouper les ressources et les mandats pour en accentuer l'impact. Pour autant, nombre d'ONG estiment que cette mutualisation des ressources, loin d'appuyer les travaux de la Commission de la condition de la femme dans l'élaboration de politiques, de règles et de normes mondiales, n'est qu'un subterfuge pour limiter le financement de programmes dédiés aux femmes et accentuer leur marginalisation au niveau international malgré leur contribution dans les travaux de l'ONU depuis sa création. Dans ce contexte, le rôle des organisations féministes américaines ne s'achemine-t-il pas vers un simple travail de contrôle des engagements de l'État ? Quelles nouvelles stratégies doivent-elles déployer afin que les propos sur la question de l'égalité hommes-femmes deviennent enfin une réalité ?



### Annexe 1

Participation aux conférences parallèles des ONG				
Conférences parallèles des ONG	Nombre d'ONG accréditées	Nombre total de participantes <sup>1</sup>	Nombre d'Américaines présentes	Proportion d'Américaines présentes
La Tribune (1975)	114	5000 à 6000	1350 à 1500	25 à 27 %
Forum' 80	131	8000	830	10,3 %
Forum' 85	163	13 500 à 15 000	2 500 <sup>2</sup>	18 %
Forum « Voir le monde à travers les yeux des femmes » (1995)	2100	30 000	7000	23 %

<sup>1</sup> Le nombre de déléguées officielles a été respectivement de 2 230 à Mexico, 2 300 à Copenhague, 1 900 à Nairobi et 6 000 à Pékin.

<sup>2</sup> La moitié environ d'entre elles sont afro-américaines.

.....  
de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW).

Annexe 2

STRATEGIES ET TECHNIQUES DE MOBILISATION COORDONNEES PAR LES FEMINISTES AMERICAINES LORS DES CONFERENCES ONISENNIENNES DE L'APRES-GUERRE FROIDE						
Date de l'action menée	Nom de l'organisation et du responsable	Nom et date de la conférence	Outils de mobilisation	Lieu	Instrument	Ressources mobilisées
8-12 novembre 1991	WEDO - Bella Abzug	Somme/Planète Terre Jan 1992	Congrès mondial « Femmes pour une planète saine »	Miami	Plan d'action allemand « Action 21 des femmes »	1 500 participantes 83 pays
Novembre 1991 à juin 1993	CWGL - Charlotte Buch	Conférence mondiale sur les droits de l'homme - Juin 1993	Campagnes contre la violence des femmes	Diffusion internationale Somme/Planète Terre	Pétition Campagne sous forme de tribunal	300 000 signatures 123 pays
Septembre 1992-mars 1993	IWHC - Secrétaire	Conférence sur la population et le développement - Le Caire Septembre 1994	Congrès nationaux et régionaux	Diffusion internationale	Document de plaidoyer « Déclaration des femmes au sujet des politiques démographiques »	2 288 signatures 105 pays
24-28 janvier 1994 à avril 1994	IWCH - Adrienne Germain	Conférence sur la population et le développement - Le Caire Septembre 1994	Conférence internationale sur la santé des femmes	Rio de Janeiro	« Déclaration santé reproductive et justice » ou « Déclaration de Rio en 21 points »	215 participantes 79 pays
Avril 1994	Women of Color for Reproductive Health Rights	Conférence sur la population et le développement - Le Caire Septembre 1994	Discours en séance plénière	3ème PrepCom pour la conférence du Caire	« Déclaration des Américaines de couleur sur la question de la parité, de développement et de population »	20 Américaines issues des groupes minoritaires
9-11 mars 1995	WEDO - Bella Abzug	Quatrième conférence onisienne sur les femmes - Pékin Septembre 1995	Version alternative à la plate-forme de Pékin	New York	Document de lobbying et de plaidoyer	Comité de 27 femmes des cinq continents, puis consultations avec 1 400 participantes au pré- forum des ONG avant la dernière commission préparatoire pour Pékin
Mars 1995	WEDO - Bella Abzug	Quatrième conférence onisienne sur les femmes - Pékin Septembre 1995	Discours de protestation contre la mise entre guillemets des 200 mentions du concept de « gender » par le Vatican dans la dernière version du plan d'action de Pékin	3ème PrepCom pour la conférence de Pékin	Plénière PrepCom 3 pour Pékin	
Mars-septembre 1995	IWTC- Vicki Semler/Amé	Quatrième conférence onisienne sur les femmes - Pékin Septembre 1995	Campagne en ligne	Diffusion internationale	Bulletins d'information pendant la phase préparatoire de Pékin « Preview 95 »	26 000 ONG et individus Documents produits en français, anglais et espagnol
Juillet-août 1995	WEDO	Quatrième conférence onisienne sur les femmes - Pékin Septembre 1995	Utilisation des nouvelles technologies de l'information Documents mis en ligne	New York	Documents de plaidoyer	Documents traduits dans cinq langues et consultables en ligne
8 mars-8 septembre 1995	WEDO	Quatrième conférence onisienne sur les femmes - Pékin Septembre 1995	Campagne des 180 jours	Campagne en ligne	Document de plaidoyer « Un engagement pour l'égalité entre les sexes »	500 ONG 80 pays

WEDO= Women's Environment and Development Organization  
 CWGL= Center for Women's Global Leadership  
 IWHC= International Women's Health Coalition  
 IWTC= International Women's Tribune Center

---

## Bibliographie indicative

### Sources primaires gouvernementales et onusiennes

BACON, Ruth. « Report on World Conference of the International Women's Year, Mexico City, June 19-July 2, 1975 ». 1975, US Delegation's statements Reports (1), Box 25, International Women's Year Conference, 1975 Gerard, R. Ford Library.

CLINTON, Hillary. « First Lady Hillary Rodham Clinton, Remarks to the NG Forum on Women, Huairou, China ». 6 septembre 1995. Disponible en ligne : [http://clinton4.nara.gov/WH/EOP/First\\_Lady/html/generalspeeches/1995/ngo.html](http://clinton4.nara.gov/WH/EOP/First_Lady/html/generalspeeches/1995/ngo.html). Consulté le 30 septembre 2015.

CLUTHEN, Ruth C. « News Release from the League of American Voters of the United States : Women, Peace, Equality ». NARA, RG 220, Box 26, Report Mexico City Conference, 4 septembre 1975.

Congressional Coalition on Population and Development and the US Network for Cairo. *Briefing on Foreign Aid Reform and the United Nations International Conference on Population and Development, 1994*. 1994.

KEESLING, Karen. « International Women's Year: A View from the White House ». US Delegates' Statements and Reports/2, Box 25, International Women's Year Conference, Gerard R. Ford Library, 1975.

President's Interagency Council on Women. *Report to the President from the United States Delegation to the United Nations Fourth World Conference, Beijing, China, September 4-15, 1995*. 25 octobre 1995. Disponible en ligne : <http://secretary.state.gov/www/picw/archives/oct95.html>. Consulté le 15 septembre 2015.

United Nations Division for the Advancement of Women, Women Go Global. *The United Nations and the International Women's Movement, 1945-2000*, CD ONU, 2000.

WILSON, Mercedes, Family of the Americas Committee on International Relations. House of Representatives, « United Nations Fourth World Conference on Women ». *Hearings before the Subcommittee on International Operations and Human Rights, 1995*.

WIRTH, Timothy E. « Statement to the Second Preparatory Committee for the International Conference on Population and Development, United Nations, New York City, May 11, 1993 ». *US Department of State Dispatch*, vol. 4, n° 22, mai 1993.

### Sources primaires issues de la société civile

BUCHANAN, Pat. « Republican National Convention Address ». *C-Span*. Disponible en ligne : <http://www.c-span.org/video/?31255-1/republican-national-convention-address>. Consulté le 30 septembre 2015.

IWHC. « ISRRC briefing notes/talking points on background ESCAP – Use as you wish! ». New York, 2002.

Mouvement Français pour le Planning Familial. « See Change Campaign ». avril 2003, archives du MFPP.

US of Women Color Delegation. « The National Black Women's Health Project ». Report FY 1993-1994 (submitted to the Ford Grant Number 09301256, Reel Number 7338), archives de la fondation Ford.

WEDO. *Bella Abzug, 1920-1998*. New York, non daté.

WEDO. « Women's Caucus/WEDO Activities at the Cairo Population and Development Conference ». *News and Views*, vol. 7 n° 2, septembre 1994.

WEDO. *A Brief Analysis of the UN Fourth World Conference on Women Beijing Declaration and Platform of Action*, New York. Document non daté remis par WEDO.

### Sources secondaires

- BUNCH, Charlotte, *Passionate Politics : Feminist Theory in Action*, New York : St. Martin's Press, 1987.
- CHEN, Martha Alter, « Engendering World Conferences: The International Women's Movement and the United Nations », *Third World Quarterly*, vol. 16, n° 3, 1995, p. 477-493.
- COOPER, Nancy et WILKINSON, Ray. « Women: A 'U.N. Battlefield' ». *Newsweek*, 29 juillet 1985.
- CRITCHLOW, Donald T., *Intended Consequences. Birth Control, Abortion and the Federal Government in Modern America*, New York : Oxford University Press, 1999.
- DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAÏSSE, Justin, *La politique étrangère des États-Unis : fondements, acteurs, formulation*, Paris : Presses de Sciences Po, 2003.
- DESAI, Manisha. « Le transnationalisme : nouveau visage de la politique féministe depuis Beijing ». *Revue internationale des sciences sociales*, n°184, 2005, p. 349-361.
- DEVAKI, Jain, *Women, Development and the UN. A Sixty-Year Quest For Equality and Justice*, Bloomington : Indiana University Press, 2005.
- FALQUET, Jules. « L'ONU, alliée des femmes ? Une analyse féministe du système des organisations internationales ». *Multitudes*, n°11, 2003, p. 179-191.
- GERMAIN, Adrienne et ORDWAY, Jane, *Population Control and Women's Health: Balancing the Scales*, New York : International Women's Health Coalition and Overseas Development Council, juin 1989.
- HIGER, Amy J. « International Women's Activism and the Cairo Conference ». In MEYER, Mary K. et PRÜGL, Elisabeth (dir.). *Gender Politics in Global Governance*. New York : Routledge, 1999.
- HILKKA, Pietilä, *Engendering the Global Agenda: The Story of Women and the United Nations*, New York : United Nations Non-Governmental Liaison, 2002.
- HUNTER, James Davison, *Culture Wars. The Struggle To Define America*, New York : Basic Books, 1991.
- KELLEY, John Robert. « The New Diplomacy: Evolution Of A Revolution ». *Diplomacy & Statecraft*, vol. 21, n°2, p. 286-305. Disponible en ligne : <http://dx.doi.org/10.1080/09592296.2010.482474>. Consulté le 10 janvier 2014.
- KLEMESRUD, Judy. « UN Inquiry Urged on Chile's Women ». *New York Times*, 1<sup>er</sup> juillet 1975.
- LIPPMAN, Thomas W, *Madeleine Albright and the New American Diplomacy*, Boulder, Colorado : Westview Press, 2000.
- RAMDANI, Fatma. « Mobilisations et stratégies des Afro-américaines dans un espace transnational : l'ONU (1975-1995) ». In ARRIZABALAGA, Marie-Pierre, BURGOS-VIGNA, Diana et YUSTA, Mercedes (dir.). *Femmes sans frontières. Stratégies transnationales féminines face à la mondialisation, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. Berne : Peter Lang, 2011, p. 213-230.
- ROWLEY, John. « Mexico Underrated and Undermined, Copenhagen Must Break Out of Straitjacket ». *Forum 80, July 15, 1980*. In United Nations Division for the Advancement of Women, *Women Go Global, The United Nations and the International's Women's Movement, 1945-2000*. CD ONU, 2000.
- RUPP, Leila J., *Worlds of Women, The Making of an International Women's Movement*, Princeton, New Jersey : Princeton University Press, 1997.
- SELIGMAN, Ruth. « Meet Her Under the Fig Tree ». *News and Views, NGO Forum'85*, Forum 80, July 15, 1980, CD ONU, 2000.

- SEN, Gita et CROWN, Karen, *Development Crisis and Alternative Visions : Third World Women's Perspectives*, London : Earthscan, 1987.
- SHELTON, Isabelle. « Did Women Get It Together in Mexico City ? ». *Washington Star* (article non daté, photocopié aux archives de College Park à Washington).
- SINGH, Jyoti Shankar, *Creating a New Consensus on Population. the International Conference on Population and Development*, London : Earthscan Publication Limited, 1998.
- STEPHENSON, Carolyn. « Women's International Nongovernmental Organizations at the United Nations ». In WINSLOW, Anne (dir.). *Women, Politics, and the United Nations*. Westport : Greenwood Press, 1995.
- TARROW, Sidney. « La contestation transnationale ». *Cultures & Conflits*, vol. 38-39, été-automne 2000. Disponible en ligne : <http://conflits.revues.org/276>. Consulté le 4 janvier 2015.
- TINKER, Irene et BRAMSEN, Michele Bo, *Women and World Development*, Washington DC : Overseas Development Council, 1976.
- TUSSIE, Diana et RIGGIROZZI, Maria Pia. « Pressing Ahead with New Procedures for Old Machinery: Global Governance and Civil Society ». In RITTBERG, Volker (dir.). *Global Governance and the United Nations System*. New York : United Nations University Press, 2001.
- UROFSKY, Melvin I., *Basic Readings in U.S. Democracy*, Washington : United States Information Agency, 1994, p. 45-48.
- WALTON, Hanes Jr., *Black Women at the United Nations. The Politics, A Theoretical Model, and the Documents*, San Bernardino, California : The Borgo Press, 1995.